L'ÉTINCELLE

Solvay Saint-Fons

Lundi 25 mai 2020

Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (Karl Marx)

Zéro euro pour les héros ?

Pendant le confinement, on les applaudissait tous les soirs. Seulement voilà, le gouvernement n'a pour l'instant pas fait grand-chose d'autre que… de les applaudir. Aux hospitaliers, il propose une médaille et les honneurs du 14 juillet, ainsi qu'une « prime Covid », mais pas pour tout le monde et pas au même montant ! Voilà qui donne le ton du « Ségur de la santé », inauguré ce lundi en grande pompe par Édouard Philippe.

Ségur truqué

Donc sept semaines de 'négociations' à venir, sur l'avenir de l'hôpital : *« C'est aux acteurs* [de terrain] *de prendre la parole. Et je voudrais qu'on les écoute »*, dit Édouard Philippe. Comme si les hospitaliers l'avaient attendu pour faire entendre leurs revendications : arrêt des fermetures des lits et des suppressions de postes, embauches massives, titularisation des contractuels, augmentation de 300 euros net pour toutes et tous.

Ces revendications, tout le monde les connaît depuis la grève des urgences, commencée il y a plus d'un an et relayée par nombre de mouvements dans les hôpitaux, Ehpad, maternités, hôpitaux psychiatriques… L'automne dernier, le gouvernement faisait encore la sourde oreille. Aujourd'hui ?

L'assassin au chevet de sa victime

Dans le viseur d'Édouard Philippe : les *« blocages »* du monde hospitalier. On croit rêver. Qui bloque les salaires dans le secteur public depuis dix ans, si ce n'est l'État ? Qui bloque le budget de l'Assurance maladie, qui chaque année augmente moins vite que les dépenses de santé ? Une politique d'austérité qui conduit à fermer des lits, des services et à supprimer des postes. L'État pourrait encore reprendre une partie de la dette des hôpitaux, cela ne changera rien tant que les moyens ne suivront pas ! Macron, Philippe et Véran au chevet de l'hôpital public ? Cela ressemble fort à un mauvais polar où l'assassin viendrait au chevet de sa victime.

Pour éviter la flambée de colère, ils cherchent à diviser. Aux médecins débordés par les tâches administratives et comptables, Philippe promet un *« choc de simplification »*. Pour les flatter (et s'attirer les grâces de quelques mandarins), il leur promet une plus grande place dans la *« gouvernance »* des hôpitaux, ce qui revient à les inviter à gérer la misère.

Aux soignants, il annonce une revalorisation salariale *« significative »* (sans préciser les montants), oubliant ainsi tous les personnels hospitaliers non soignants. Comme si les agents administratifs n'étaient pas aussi mal payés que les soignants ! Comme si ceux et celles qui travaillent dans les blanchisseries, qui traitent les déchets contaminés des hôpitaux, ou qui nettoient les chambres des malades n'étaient pas, eux aussi, en première ligne !

Pour comble, le gouvernement évoque de nouvelles attaques. Pour faire face au sous-effectif, syndicats et collectifs demandent des embauches. Philippe répond que *« la question du temps de travail n'est pas taboue »*. Donc pas d'embauches, mais travaillez plus (sans être sûrs de gagner plus !) : on connaît la chanson. Mais les hospitaliers, déjà exténués et qui croulent sous les heures sup (la plupart du temps même pas payées), veulent juste un salaire décent. Et leurs revendications sont celles de tout le monde du travail !

Un « pognon de dingue »… pour qui ?

Macron, qui en somme, prétend vouloir investir un *« pognon de dingue »* dans les hôpitaux, n'arrose en fait que les actionnaires. Si l'hôpital était une entreprise du Cac 40, le gouvernement l'aurait déjà sauvé. Ainsi, tout en avouant qu'il ne va pas s'opposer aux licenciements ni aux fermetures d'usines, il s'apprête à sortir des milliards pour renflouer Renault. Mieux : il annonce déjà de nouvelles baisses d'impôts pour les entreprises industrielles !

Alors, pour le grand patronat, la politique du gouvernement est à coup sûr la meilleure possible. Du point de vue des « premiers de corvée », dans les hôpitaux et sur tous les lieux de travail, il faut juste faire… l'inverse. Aux actionnaires de payer ! 300 euros pour tous ! Interdiction des licenciements ! Partage du travail entre tous !

Nous ne ferons pas les frais de leur crise !

Solvay a déjà dégainé un premier plan social qui touche la division Matériaux composites. Sont dans le viseur 2 usines en Angleterre et aux États-Unis et 570 postes dans le monde. Le raisonnement des patrons est simple: faire payer aux travailleurs le fait que ces matériaux composites vont moins leur rapporter dans les temps à venir. Ils disent vouloir économiser 60 millions d'euros : une paille par rapport aux 400 millions d'euros de dividendes que les actionnaires viennent de toucher.

Notre raisonnement doit donc être tout aussi simple: ce n'est pas à nous de faire les frais de cette crise. Aux patrons de payer pour maintenir les emplois.

Solvay se fout de la charité

On entend dire que le fonds de solidarité Solvay, co-administré par la fondation de charité de la couronne belge, pourrait venir en aide à ceux qui ont payé de leur boulot le plan de suppressions de postes. Voilà la "solidarité" sauce Solvay : venir à la rescousse... de ceux laissés sur le carreau. Pour nous en sortir, ne comptons que sur nous-mêmes.

Tous les mêmes

Le groupe Domo, qui a tout récemment racheté le site de Belle Étoile à Solvay, a annoncé la suppression de 66 postes dans le monde dont 58 en France. Des "synergies" consécutives au rachat? Ce sera sûrement l'argument des patrons. Mais difficile de ne pas y voir un plan social de plus, du même type de ceux qui touchent bien d'autres entreprises. Pas de doute, le patronat est en ordre de bataille pour nous faire payer la crise sanitaire et économique. À nous de riposter.

Après le PMP, la Vanilline… le record de la cuisine la plus déglinguée !

Ça y est la cuisine de DVPA tombe en morceau. Il faut croire que les records de production de PMP et de vanille ne rapporte pas d'argent. Pour ceux qui ont réellement vu arriver la caillasse le petit peuple des atelier ne mérite surement pas mieux. Une cuisine et des vestiaires dignes de ce nom? Pour l'instant on a eu que les félicitations sur PQ de la direction. A ce niveau là on peut attendre longtemps pour les salaires! Mais plutôt qu'attendre, à nous de revendiquer ce qui nous revient des richesses que nous produisons, seule manière de se faire respecter.

Reportage d'investigation

La campagne Rhovnat US est terminée. La direction s'est d'ailleurs félicitée... du bon respect des gestes barrières ! Ça, c'est du journalisme de terrain. À moins qu'il ne s'agisse de la méthode Coué? Car on ne sait que trop que le respect des gestes barrières est rendu mission impossible par l'exiguïté des salles de contrôle. Mais pour la direction, notre santé vaut bien quelques tonnes de vanille.

Licenciements subventionnés

Depuis 2 mois et demi, les patrons peuvent s'inviter à la table du chômage partiel et se délester de la charge de payer les salaires sur l'argent des impôts... donc le nôtre. Solvay ne voulait pas être écarté du festin et en a profité pour ralentir la production sur le site de Collonges.

Souvenons-nous: lors de la présentation au mois de février de son plan d'économies GROW, la direction parlait de fermer une unité et de supprimer des postes. Maintenant, elle se goinfre de fonds publics, ceux-là même qui permettent "d'éviter le chômage" si on en croit le gouvernement, pour subventionner des suppressions d'emplois. Mais pas question de payer l'addition.

JeDisColère

Depuis début mai, des centaines d'hospitaliers, en Ile-de-France et ailleurs, crient leur colère dans et devant leur hôpital. Pour certains c'est tous les jeudis comme à Robert-Debré (Paris), d'autres le mercredi, d'autres le mardi, comme à l'Hôpital Édouard Herriot ici. Des préavis de grèves sont déposés, des assemblées générales ont lieu. De plus en plus nombreux à se rassembler, les travailleurs de l'hôpital scandent leurs revendications pour le monde d'après : augmentation immédiate des salaires, embauches massives, à commencer par tous les CDD.

Réagissant à la proposition de loi En Marche qui permettrait à des salariés de donner des jours de congés aux hospitaliers que ceux-ci pourraient utiliser comme chèque vacances, une infirmière lyonnaise a répondu : "Je ne veux pas voler les RTT des gens [...] Ça veut dire que je suis pauvre? Que je peux même pas me payer des vacances moi-même?" Déshabiller Pierre pour habiller Paul, voilà la solution En Marche. Les hospitaliers répondent avec la seule solution qui vaille : la lutte collective !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : etincelle.69@hotmail.fr

Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/